

## L'U2P appelle à une véritable révolution administrative

Communiqué de l'U2P de l'Ariège.

Si le projet de loi « pour un État au service d'une société de confiance » apporte des évolutions positives pour les entreprises comme pour les particuliers, il ne suffira pas, en l'état, à entraîner la révolution administrative dont le pays a besoin.

Aujourd'hui l'action de l'administration est guidée

par un triptyque infernal : réglementer, contrôler, sanctionner. Soumis à de multiples normes et contraintes, les chefs d'entreprise de l'artisanat, du commerce et des professions libérales peuvent être « poussés à la faute » en toute bonne foi.

Il appartient à l'État de supprimer toutes ces épées de Damoclès qui pèsent sur les entreprises et qui les

maintiennent dans l'incertitude, avec pour conséquence de retarder les décisions d'investissement et d'embauche.

Pour cela, trois priorités doivent être données à l'administration dans ses relations avec les entreprises : écouter, conseiller, accompagner.

Le Président de l'U2P, Alain Griset, a déclaré : « Ce que nous attendons, c'est

un changement radical, une déclaration de confiance aux entreprises, et des mesures qui puissent être comprises et mises en œuvre par les plus petites entreprises. »

Dans l'Ariège, l'ensemble des organisations professionnelles, membres de l'U2P, soutiennent sans restriction cette position.

ND